

# Éboueurs : essentiels mais invisibles

Photo : © Sadak Souici



Applaudis au printemps 2020 en tant que travailleurs de "premières lignes" face au Covid-19, les éboueurs parisiens dénoncent aujourd'hui un manque cruel de reconnaissance.

**Hugo Boursier**  
Journaliste  
**Sadak Souici**  
Photographe

## Les représentants du personnel ont alerté sur les dangers au quotidien comme le temps de survie du virus sur les ordures.

Les remerciements n'auront duré qu'un temps. Trop court, de l'avis de celles et ceux qui se lèvent à 4 heures du matin pour vider nos poubelles, jeter nos sacs percés par les rats, les chats et les corbeaux, ou pour ramasser nos masques chirurgicaux éparpillés sur le trottoir. Pendant les premiers mois de la crise sanitaire, alors qu'une grande partie des Français étaient en télétravail, les éboueurs faisaient partie de ceux sur qui la société se repose et dont l'activité ne peut cesser. Dans la rue, face aux mines intriguées des passants en chômage partiel, ils semblaient enfin sortir de l'anonymat. "Au début, on nous saluait et certains nous applaudissaient. C'est comme si on nous regardait enfin", se souvient Romain, 43 ans, éboueur depuis une décennie dans un atelier 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

"Mais aujourd'hui, c'est terminé", conclut-il rapidement en voyant l'horloge tourner. Le ripeur, comme on appelle ces éboueurs positionnés debout à l'arrière du camion et qui récupèrent les bacs d'ordures ménagères, finit de mettre son uniforme. Il est 6 heures, la tournée démarre dans quelques minutes sous l'air doux d'un matin ordinaire. C'est l'heure de recevoir l'itinéraire du jour auprès de Marc, le chef d'atelier qui coordonne les emplois du temps. Il le donnera ensuite au conducteur du camion-benne, Cyrille, 47 ans, que Romain connaît bien. Chacun enfle son masque dans les vestiaires – l'effectif a été réduit, en théorie, à 11 personnes à cause du Covid-19.

Au travail, la crainte des contaminations est toujours présente, même si elle a laissé place, peu à peu, à une certaine habitude. Les éboueurs essaient de maintenir une distance entre eux – dans la mesure du possible car ils sont 37 à passer ici et les bureaux ne sont pas grands. Malgré les consignes placardées au mur (un panneau où l'on voit deux agents se saluer du poing avec marqué "No Check", une affiche indiquant "Pendant la pause, la vigilance s'impose"), au moins sept agents ont été testés positifs au virus en un an, dont un qui souffre d'un Covid long (persistance de symptômes) depuis cet hiver. "C'est Éric, le pauvre, à 55 ans, ses capacités respiratoires n'étaient pas suffisantes pour retourner bosser", glisse Romain, prêt à partir.

### Différence de traitement entre public et privé

À l'échelle de la Direction de la propreté et des eaux de Paris (DPE), qui compte 5000 salariés, un millier d'entre eux ont été infectés par le Covid-19. Les cas contacts ne sont pas comptabilisés, ce que regrette la CGT (Confédération générale du travail). "Dès le premier confinement, on avait réclamé des tests obligatoires", raconte Cyrille avant de monter dans son camion. Mais la DPE ne l'a jamais fait. Cette demande revient souvent dans la bouche des éboueurs, même s'ils reconnaissent avoir obtenu des masques et du gel hydroalcoolique dès le mois de mars 2020.

Dans le privé, la protection des éboueurs a été une tout autre histoire. Alors que la moitié de la gestion des déchets en Île-de-France est gérée par quatre entreprises

(Pizzorno, Urbaser, Véolia et Derichebourg), les éboueurs ont mis plusieurs semaines à recevoir du matériel. "C'était très compliqué au début, regrette Ali Chaligui, délégué CGT à Véolia. Ce n'est qu'à partir de début mai que l'on a réussi à généraliser des mesures. Avant ça, pour être protégés, certains éboueurs ont même été contraints d'exercer leur droit de retrait pour mettre la pression auprès des directions. C'est à ce moment-là que les représentants du personnel ont alerté sur les dangers au quotidien, notamment le temps de survie du virus sur les ordures." Faute de données scientifiques précises, cette préoccupation continue d'inquiéter bon nombre d'éboueurs, du privé comme du public, dont les corps sont forcément au contact des poubelles.

Outre cette différence de traitement, le privé se distingue du public par sa flexibilité sur le temps de travail. Concrètement, les éboueurs du privé touchent un salaire un peu supérieur à leurs collègues du public (environ 1450 euros nets par mois), et ont des emplois du temps en fonction du tonnage des déchets: si les poubelles sont vides, ils peuvent rentrer plus tôt. L'inverse est aussi valable si elles sont remplies. Par contre, ils ne bénéficient pas de la sécurité de l'emploi du public, dont les éboueurs

↴ Fourni par la mairie de Paris, l'équipement du ripeur comporte un pantalon, un t-shirt, des chaussures, une chasuble jaune et des gants.

Photo: © Sadak Souici





↗ Il est 6 heures du matin quand les éboueurs se changent dans le vestiaire, dont l'effectif maximum a été réduit à onze personnes à cause du Covid.

↖ En plus de vider les bacs d'ordures ménagères, les ripeurs jettent et changent les sacs des poubelles de rues.

Photos : © Sadak Souici

*Les éboueurs du privé touchent un salaire un peu supérieur à leurs collègues du public, environ 1 450 euros nets par mois.*

↓ Romain fait un signe à Cyrille pour l'avertir de la circulation et des manœuvres à réaliser.  
Photo : © Sadak Souici

suivent un planning bien défini, de six à neuf heures de travail par jour. C'est le cas pour Romain et Jimmy, le deuxième ripeur de 42 ans qui l'accompagne pour la tournée de ce matin : commencée à 6 h 10, leur tournée continue jusqu'à 7 h 30, reprend entre 8 h 45 et 9 h, le temps que le conducteur vide le camion, puis se termine vers 13 h 30.

"Dans le public, de nombreux éboueurs estiment que leur travail est un 'bon plan'. Le quotidien s'est amélioré au fil des années, ils ne risquent pas de se faire virer aussi facilement que dans le privé et le salaire, peu élevé, reste tout de même au-dessus du salaire minimum, sans la nécessité d'avoir une formation. En même temps que ce secteur s'est amélioré, le marché du travail pour les populations précaires s'est dégradé. Travailler comme agent de propreté apparaît alors comme une forme d'aubaine", analyse Hugo Bret, doctorant en sociologie et rédacteur d'une thèse sur les conditions de travail des éboueurs en Île-de-France.

Et les embauches sont constantes : le 7 mai 2021, la mairie de Paris souhaitait recruter pas moins de 250 éboueurs. Fonctionnant sur ces horaires, en plus des créneaux sur l'après-midi et en soirée jusqu'à 23 h 30, l'unique condition est d'être âgé de moins de 45 ans.

Ce rythme, Cyrille, installé dans son camion-benne, l'a bien connu. "Je suis rentré à la mairie à 19 ans et demi. Quand j'ai eu mon BEP (brevet d'études professionnelles) en électrotechnique, j'ai commencé à bosser comme câbleur à Peugeot. Ce n'était pas fait pour moi : j'adorais être dehors. Donc je suis parti et j'ai appris que la mairie recrutait. Quelque part, j'ai choisi d'être éboueur", explique-t-il, le regard parcourant les deux écrans de son tableau de bord qui lui permettent de vérifier si ses ripeurs sont bien sur leur "assiette", la plateforme sur laquelle ils sont debout quand le camion n'est pas à l'arrêt. "C'est sûr, au début, les gens te regardent bizarrement. Et ensuite, tu deviens



## *Ils ont pu recevoir une prime de 35 euros par jour travaillé, soit 700 euros par mois.*

indifférent à leur mépris", note-t-il, en ajoutant que le métier est moins décrié qu'avant. En 2007, Cyrille a quand même voulu évoluer. Il a passé un concours interne et a obtenu ses permis poids lourd et transport en commun. Avec son ancienneté et son statut de conducteur, plus haut dans la hiérarchie que ripeur, il terminera sa carrière aux alentours de 2 800 euros. "Normalement, je pars à la retraite à 62 ans. Dire qu'avant, c'était 55 ans!", peste-t-il, devant la forte pénibilité du métier.

### **Les risques du métier**

Pour le conducteur, une mauvaise position au quotidien suffit pour causer des douleurs profondes aux lombaires. "Il y a aussi les genoux, ajoute Cyrille. Avant, les camions fonctionnaient sur des boîtes manuelles. C'était souvent des Renault Puncher, un modèle peu ergonomique, sans climatisation ni chauffage. Mais surtout: il y avait un système de double embrayage. Du coup, en ville, le genou était sans arrêt en train de travailler. Il y en a, à la fin de la journée, qui n'arrivaient même plus à marcher correctement", se souvient-il, heureux de n'avoir connu cette époque que quelques années.

Le métier est encore plus dur pour les ripeurs. Confrontés chaque jour aux aléas de la météo, ces éboueurs traînent des corps toujours en tension: il faut soulever par-dessus l'épaule les poubelles en plastique – parfois alourdies par des bouteilles en verre –, tordre ses poignets pour placer les bacs verts, souvent deux en même temps. Le tout en veillant à ne pas se prendre un scooter qui déboile ou un cycliste concentré sur sa trajectoire. Après dix ans en tant que ripeur, Ali Chaligui peut en témoigner: "J'ai des douleurs à la cheville, au dos. Quand l'humidité revient, mon épaule me tire. Ça vient des à-coups

du camion quand il s'arrête, repart..." Et encore, il y a une trentaine d'années, les poubelles n'avaient pas de roues: deux ripeurs portaient le bac de plusieurs dizaines de kilos, quand un troisième guidait la manœuvre. "Les anciens morflaient. Ils n'avaient plus d'épaule au bout de quelques années", explique Romain, qui tire sur son bac vert avant de presser un bouton bleu pour le vider.

Les éboueurs veulent rendre cette pénibilité de plus en plus visible via les réseaux sociaux. En témoigne le compte Twitter @eboueursdeparis qui réunit près de 10 000 followers, et la chaîne TikTok de Ludovic, éboueur de 45 ans, bien plus suivie avec ses 143 000 abonnés. Par ces deux canaux, la profession essaie de sensibiliser aux enjeux environnementaux, montrer le quotidien difficile mais aussi rendre compte des incivilités auxquelles elle est confrontée: sacs remplis posés à côté de petites poubelles, mégots, plastiques en tout genre qui jonchent les trottoirs... "On nous dit souvent qu'on est payés pour ramasser. Donc les gens n'hésitent pas à jeter des ordures devant nous", regrette Cyrille, le regard pointé sur une cannette visible depuis son rétroviseur. Marchant le long du trottoir, Jimmy confirme: "Ici, le quartier reste assez résidentiel. Au 1<sup>er</sup> arrondissement où je travaille d'habitude, il y a beaucoup plus de déchets par terre." Au printemps 2020, ces humiliations répétées ont participé à creuser l'écart entre le rôle des éboueurs dans la société et la manière dont elle les considère. "On sent bien qu'on est un rouage essentiel, surtout quand on travaille en plein cœur de la crise", remarque Romain, sac poubelle à la main. Lui va bientôt quitter son poste pour devenir agent d'accueil dans une déchetterie.

### **Des travailleurs à la recherche de considération**

C'est sur cette demande de reconnaissance que les éboueurs ont pu recevoir une prime de 35 euros par jour travaillé, soit 700 euros par mois, en tant que "personnels ayant été soumis à des sujétions exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 pour assurer la continuité des services publics". Mais elle n'a duré que pendant le premier confinement. Surtout: elle dépendait du bon vouloir des municipalités et des entreprises privées. À Bordeaux, par exemple, les syndicats CGT et FO ont lancé un appel à la grève pour augmenter la prime que la mairie avait fixée initialement à 500 euros. Dans ce contexte déjà précaire, les éboueurs ont été scandalisés de voir que la loi sur la transformation de la fonction publique était bien maintenue. Voté en août 2019 par l'Assemblée nationale, et dont la mise en application est prévue pour janvier 2022, ce texte prévoit la perte de huit jours de congés par an et la remise en cause du système de réduction du temps de travail (RTT). Le but est d'allonger le temps de travail des agents publics, y compris les éboueurs, quand bien même ils souffrent d'une pénibilité accrue. Pourtant, un éboueur vivrait en moyenne 17 ans de moins qu'un autre travailleur, selon des chiffres régulièrement cités par les médias mais contestés par ailleurs.

"Ils reviennent toujours", lâche Cyrille en évoquant les membres de la DPE, après avoir terminé sa première tournée vers 7 h 50 en commençant par "la campagne", les zones qui se situent à l'extérieur de Paris (comme Gentilly, au sud). À l'entrée de l'atelier, deux seaux sont entreposés sur un banc: l'un, rouge, contient du détergent pour nettoyer les gants, l'autre, bleu, du savon pour les mains. Un dernier bac posé par terre sert à laver les chaussures. Une fois dans la salle de repos, l'ambiance reste joyeuse. Rares sont les ripeurs qui évoquent le mouvement social alors en cours depuis le 17 novembre 2020, où les éboueurs ont lancé une série d'actions "coup de poing": la première sur le toit de la DPE, la deuxième le 25 mai 2021, dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville, et une autre dans la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement, début juin.

Celle dans l'Hôtel de Ville, de loin la plus symbolique, a été motivée par un enregistrement pirate d'une réunion à laquelle participaient neuf cadres, dont le chef de la DPE, du Service technique de la propreté de Paris (STPP) et du Service technique de l'eau et de l'assainissement. Réalisé à leur insu et disponible sur YouTube, on peut entendre

des éléments de stratégie des différentes directions, mais aussi une certaine gêne dans la mise en place de cette loi: "Quand même le risque, c'est que ça passe comme une lettre à la poste dans les deux mois qui viennent avec une belle délib... personne n'a rien compris... (...) et après nous on va appliquer le truc et là on va se retrouver seuls avec nous-mêmes avec le bousin", lâche ainsi le directeur de la DPE. "Cet enregistrement ne m'a pas surpris, souffle Cyrille. On n'est pas considérés, et c'est ce qu'on entend là." Ce document a fait l'effet d'une bombe au sein des éboueurs et a permis un suivi de la grève à hauteur de 70 % le jour de l'entrée dans l'Hôtel de Ville. Quand Philippe (prénom modifié) arrive dans la salle de repos, ses collègues lui demandent de raconter ce qu'il a vécu là-bas. "On devait être 200 personnes environ. C'était assez joyeux! À un

moment, j'ai voulu sortir m'acheter à manger et j'ai vu que les flics resserraient l'étau devant l'entrée. J'ai pris des coups de matraque un peu partout", décrit-il, avant de remettre sa chasuble jaune: c'est l'heure de reprendre la deuxième tournée.

Ces violences policières en ont déçu plus d'un car elles constituent une forme de répression sur des personnes qui défendent, pourtant, une certaine idée du service public. Chaque jour, comme ici dans les allées de la cité universitaire où déambule le camion-benne de Cyrille, des milliers d'éboueurs démontrent leur nécessité. Mais là, "on nous demande de faire plus avec moins", regrette-t-il. À l'instar du conducteur, "pour un ensemble d'agents, notamment ceux qui ont une trajectoire où l'emploi public permet d'accéder à une mobilité sociale ascendante, on distingue une forme de

fierté, un sentiment d'utilité à la collectivité", note Hugo Bret. Encore faut-il remarquer cette disposition et ne pas céder à l'invisibilisation dont les éboueurs sont victimes. Un dernier exemple vient illustrer ce phénomène. À la porte d'Ivry, où Cyrille ramène son véhicule pour le vidage de sa benne, on remarque moins le centre d'incinération des déchets que les constructions d'architectes célèbres, comme cette double tour de Jean Nouvel. Pas étonnant: l'énorme entrepôt est dissimulé juste derrière le bâtiment flamboyant neuf. Tout un symbole. ●

↳ Des dizaines de camions vont décharger les ordures récupérées dans la journée.

Photo: © Sadak Souici

